

devises Jeudi 17 février 2011

Le Conseil fédéral tancé par les économistes

Par Bastien Buss

Berne propose des mesures «anecdotiques» pour lutter contre les effets d'un franc fort

«C'est davantage un signal politique que lance le Conseil fédéral. En termes d'efficacité, cela ne va rien changer à la situation pour le tourisme ou les exportateurs.» Paul Dembinski, professeur d'économie à l'Université de Fribourg et directeur de l'Observatoire de la finance à Genève, se montre très sceptique sur l'efficacité et la pertinence de la série de mesures présentées mercredi par le Conseil fédéral pour lutter contre les effets de la cherté du franc. Fabrizio Quirighetti, chef économiste de la Banque Syz & Co, les jugent «assez anecdotiques».

«Les exportateurs suisses souffrent moins du niveau de la devise helvétique que de sa volatilité», ajoutent d'une seule voix les deux économistes.

Parmi les décisions prises par Berne figure une enveloppe de 12 millions de francs de plus par an pour la promotion touristique de la Suisse pour cette année et en 2012. «Ce montant ne sera pas suffisant mais il a au moins le mérite de soulager quelque peu ce secteur, le plus impacté par les turpitudes des monnaies», estime Jan Poser, chef économiste à la banque Sarasin. Ce soutien représente 0,4% des 29 milliards de francs de revenus générés chaque année par la branche.

Pour sa part, le gouvernement est d'avis que, en raison du décalage entre l'évolution des taux de change et celle de la demande, le recul touristique devrait se poursuivre jusqu'à l'année prochaine. Le Conseil fédéral veut aussi prolonger jusqu'en 2015 les mesures concernant l'assurance suisse contre les risques à l'exportation déjà prises dans le cadre du programme de relance durant la récente récession.

Interventionnisme

Si Berne constate une certaine détente sur le marché des changes depuis le début de l'année, les conséquences restent lourdes pour les entreprises exportatrices et le tourisme, admet-il. Et le Conseil fédéral de rappeler que sa politique ne repose en principe pas sur des mesures interventionnistes, qui consistent à soutenir les entreprises en mettant en place des conditions-cadres favorables. A la décharge de Berne, Philipp Hildebrand, président du directoire de la Banque nationale suisse (BNS), fait également preuve d'un certain fatalisme monétaire.

«Il ne faut pas se faire d'illusions: il n'y a pas de solution miracle à ce problème» de l'appréciation du franc, a-t-il indiqué dans un entretien à L'Agefi paru hier. «On le voit bien dans notre bilan, cette solution a un coût», a-t-il rappelé, en référence aux achats massifs de devises que la BNS a effectués l'année dernière.

